

Vœux du conseil municipal 20 juin 2024

Lors de sa prise de fonction en janvier 2024, le 1^{er} ministre annonçait que l'école resterait l'une « des priorités absolues **de son** action à la tête du gouvernement ».

Si cette prise de position pouvait laisser entrevoir un espoir, la réalité du terrain reste plus qu'inquiétante.

A Livry-Gargan comme dans toute la Seine-Saint-Denis, la situation est alarmante.

Nous partageons le constat des parents d'élèves et des équipes éducatives : notre école va mal !

Nos écoles, nos quatre collèges et nos deux lycées ne font pas figures d'exception dans le Département.

Plusieurs questions fondamentales restent sans réponse concrète aujourd'hui :

Quelles solutions pour les questions de recrutements et de non remplacement de professeurs ?

Quelles solutions pour les problématiques de formations des enseignants ?

Quelles solutions pour le recrutement des AESH qui manquent drastiquement ?

Quelle reconnaissance pour le statut des ATSEM ?

Quelles solutions pour les pénuries d'infirmière et d'assistants d'éducation ?

Quels moyens supplémentaires affectés pour l'entretien et la construction de nouveaux établissements dans un contexte de tension démographique ?

Nous, élus du conseil Municipal de Livry-Gargan souhaitons que l'Etat puisse très rapidement tenir les engagements pris par le premier ministre Attal en janvier dernier.

Alors oui, ces questions vont nécessiter un engagement financier important de l'Etat, mais le destin de nos enfants a-t-il un prix ?

Sans une véritable prise de conscience, sans un cap clair pour faire face à ces difficultés croissantes, nous ne pourrions faire évoluer la situation.

Nous ne pouvons-nous résigner car il en va de l'avenir de notre jeunesse.

C'est pourquoi le conseil municipal réuni en séance plénière le 20 juin 2024 :

- Partage les inquiétudes des enseignants et des parents d'élèves
- S'associe au constat et aux préconisations du Plan « L'Etat plus fort en Seine-Saint-Denis »
- Appelle à une mobilisation collective des pouvoirs public et réclame un plan de financement spécifique afin de trouver des solutions pérennes.